

**SAMIR AMIN**

**DEUX VOIES DE DEVELOPPEMENT HISTORIQUE**  
**Le contraste Europe/monde chinois : origines et parcours**

**1. Le général et le particulier dans les trajectoires de l'évolution de l'humanité**

Le concret, l'immédiat, est toujours particulier. Le constater relève de la banalité. S'y arrêter interdit de s'élever au niveau nécessaire pour comprendre l'histoire de l'humanité. Celle-ci paraît alors – au niveau phénoménal – comme constituée de successions de trajectoires et d'évolutions particulières, sans liens entre elles autres que de hasard. Chacune de ces successions ne peut être expliquée que par des causalités et des enchaînements particuliers. La méthode renforce la tendance aux « culturalismes » c'est-à-dire à l'idée que chaque « peuple » s'identifie par les spécificités de sa « culture », lesquelles sont largement transhistoriques au sens qu'elles persistent au-delà du changement.

Marx est pour moi le penseur de la recherche du général au-delà du particulier. Certes le général en question ne doit pas être décrété a priori par la réflexion et le raisonnement idéalisé concernant l'essence des phénomènes (à la Hegel ou Auguste Comte). Il doit être induit à partir de l'analyse du concret divers. Dans ces conditions évidemment il n'y a aucune garantie « absolue » que l'induction proposée soit définitive ou même correcte. Mais on ne peut contourner l'obligation de poursuivre cette recherche.

Analysez le particulier et vous y découvrirez comment le général s'impose à travers des formes particulières. Telle est ma lecture de Marx.

Dans cet esprit j'ai proposé une lecture du matérialisme historique fondée sur la succession générale de trois grands stades de l'évolution des sociétés humaines – le stade communautaire, le stade tributaire, le stade capitaliste (porteur potentiel de son dépassement communiste). Et tenté, dans ce cadre, de lire la diversité des sociétés du stade tributaire (comme antérieurement celles du stade communautaire) comme des formes particulières d'expression des exigences générales qui définissent chacun de ces stades. La proposition s'inscrit contre la tradition de l'opposition banalisée entre la « voie européenne » (celle des cinq fameux stades : communisme primitif, esclavage, féodalité, capitalisme, socialisme – qui n'est pas une invention de Staline mais la lecture dominante en Europe avant et après Marx) et la « voie (ou mieux l'impasse) asiatique ». La thèse hydraulique, à la Wittfogel, m'est alors apparue plus qu'infantile, erronée, procédant du préjugé eurocentrique. Ma proposition s'inscrit aussi contre l'autre tradition, produite par le marxisme vulgaire, celle de l'universalité des cinq stades.

Dans cet esprit également j'ai proposé une lecture des contradictions opérant au sein de la grande famille des sociétés tributaires comme des expressions d'une exigence générale qui imposait le dépassement des principes fondamentaux de l'organisation du système social tributaire par l'invention de ceux qui définissent la modernité capitaliste (et au-delà la possibilité du socialisme/communisme). Le capitalisme n'était pas destiné à être l'invention exclusive de l'Europe. Il était tout également en voie de se constituer dans l'Orient tributaire, en particulier en Chine, comme on le verra plus loin.

Cependant une fois le capitalisme constitué dans sa forme historique, c'est-à-dire à partir de l'Europe, l'expansion mondiale de celui-ci par la conquête et la soumission des autres sociétés aux exigences de sa reproduction polarisante a mis un terme à la possibilité d'une « autre voie » de développement capitaliste de l'humanité (la « voie chinoise » entre autre). Cette expansion a gommé la portée et l'importance des variantes des capitalismes locaux pour les inscrire toutes dans la dichotomie du contraste centres capitalistes/impérialistes dominants – périphéries capitalistes dominées, que définit la polarisation propre au capitalisme historique (européen d'origine).

Dans ce qui suit je proposerai donc une lecture des « deux voies » (celle de la région Méditerranée/Europe, celle du monde chinois), qui n'est pas celle de l'opposition cinq stades/impasse asiatique, mais repose sur un autre principe d'analyse, qui oppose les formes achevées du mode tributaire dans le monde chinois aux formes périphériques de ce même mode dans la région Méditerranée/Europe. La forme achevée est caractérisée par une stabilité forte visible dès les origines de son invention, tandis que les formes périphériques ont toujours été fragiles, entraînant l'avortement des tentatives successives de la centralisation impériale de la ponction tributaire, faisant contraste avec le succès de celle-ci dans l'empire chinois.

## **2. Les grandes régionalisations pré modernes et la centralisation du surplus tributaire**

Le terme de mondialisation est utilisé de nos jours dans des sens divers, vagues et ambigus. De surcroît le phénomène par lui-même est considéré comme allant de soi et incontournable, expression d'une évolution prétendue fatale de la réalité. Des phénomènes analogues à celui de la mondialisation moderne, qui, pour la première fois dans l'histoire concerne la Planète entière, peuvent être repérés au cours des temps plus anciens. Sauf que ceux-ci ne concernaient que de grandes régions relatives de l'ancien monde, les Amériques dites précolombiennes étant alors isolées et inconnues de celui-ci (et vice versa). Je les qualifierai de mondialisations/régionalisations.

Je définis tous ces phénomènes par un critère commun : celui d'organiser la commande du surplus dégagé de la production courante à l'échelle de l'ensemble de la région (ou du monde) concernée par une autorité centrale et une dose importante de centralisation de ce surplus par cette autorité. Celle-ci à son tour régleme la répartition de l'accès au surplus qu'elle commande.

Les régionalisations (on la mondialisation) concernées peuvent être tendanciellement homogénéisantes ou polarisantes selon que la redistribution du surplus est soumise à des lois et usages qui visent expressément l'un ou l'autre de ces objectifs, ou les produisent par le déploiement de leur logique propre.

### **La centralisation du surplus tributaire**

Le surplus en question revêt dans tous les systèmes prémodernes (les régionalisations anciennes) la nature d'un tribut, et dans le système moderne – capitaliste – celle de profit du capital, ou plus précisément de rente impérialiste du capital oligopolistique dominant. La différence spécifique qui sépare ces deux formes de surplus est qualitative et décisive. La ponction du surplus tributaire est un phénomène transparent : travail gratuit du paysan dominé sur les terres du seigneur, proportion de la récolte ponctionnée par celui-ci ou l'Etat ; ces formes sont naturelles par excellence, non monétaires, même lorsqu'elles revêtent la forme

monétaire, ce qui est généralement marginal ou exceptionnel. La ponction du profit/rente du capital dominant est par contre opacifiée du fait qu'elle résulte du fonctionnement d'un réseau d'échanges marchands monétaires : salaires des travailleurs, achats/ventes des moyens de production et des produits de l'activité économique.

La ponction du surplus tributaire est de ce fait indissociable de l'exercice du pouvoir politique dans la région (grande ou petite) où elle opère. Par contre celle du surplus capitaliste apparaît dissociée de l'exercice du pouvoir politique, étant le produit apparent des mécanismes qui commandent les marchés (du travail, des produits, du capital lui-même). Les systèmes tributaires (pré modernes) n'impliquaient pas leur exercice sur des territoires vastes et des populations nombreuses. Le niveau de développement des forces productives propre à ces époques anciennes était encore limité et le surplus consistait pour l'essentiel du produit de communautés paysannes. Les sociétés tributaires pouvaient être émiettées, parfois à l'extrême, chaque village ou seigneurie constituant alors une société élémentaire par elle-même.

L'émiettement des sociétés tributaires n'excluait pas leur participation à des réseaux d'échanges plus larges, marchands ou autres, à des systèmes de pouvoirs établis sur des espaces plus vastes. Les sociétés tributaires élémentaires ne vivaient pas nécessairement dans l'autarcie, même si l'essentiel de leur production devait assurer leur propre reproduction sans apport extérieur.

L'émergence d'empires tributaires a toujours exigé celle d'un pouvoir politique capable de s'imposer aux sociétés tributaires émiettées. On peut ranger dans cette catégorie les Empires romain, califal et ottoman pour la région Europe/Méditerranée/Moyen Orient, l'Empire chinois et les Etats impériaux que l'Inde a connus à plusieurs occasions dans son histoire. Cette émergence d'empires tributaires a été facilitée, et à son tour a facilité, l'expansion de rapports marchands et monétaires en leur sein et dans leurs rapports avec l'extérieur.

Les empires tributaires n'ont pas poursuivi nécessairement l'objectif politique de l'homogénéisation des conditions dans la région contrôlée par leur pouvoir central. Mais les lois et les usages qui gouvernaient ces systèmes, dominés par l'instance politique à laquelle le fonctionnement de l'économie demeurait soumis, ne produisaient pas par elles mêmes une polarisation croissante entre les sous régions composant l'empire.

L'histoire a largement démontré la fragilité des empires tributaires dont les apogées ont été courtes – quelques siècles – suivies de longues périodes de désintégration, qualifiées généralement de décadences. La raison en est que la centralisation du surplus ne procédait pas ici d'une exigence interne nécessaire à la reproduction des sociétés tributaires élémentaires. Leur vulnérabilité aux attaques de l'extérieur et aux révoltes de l'intérieur, celles des classes dominées ou des provinces en tant que telles était grande. Des évolutions dans des domaines divers, de l'écologie, de la démographie, de l'armement militaire, des échanges marchands lointains, se sont avérées suffisamment fortes dans leurs effets pour traduire cette vulnérabilité en catastrophe.

La seule exception – mais elle est de taille – est celle de l'Empire chinois.

### **3. La question paysanne au cœur de l'opposition voie européenne/voie chinoise de développement**

La voie Méditerranée/Europe et celle du monde chinois s'opposent dès l'origine. Car la stabilité du mode tributaire achevé implique une forme d'intégration solide du monde paysan dans la construction d'ensemble du système, et pour cela, un accès au sol garanti. Cette option de principe a été celle de la Chine dès l'origine. On sait néanmoins que sa mise en œuvre n'a pas été sans souffrir d'entorses parfois graves, mais finalement toujours surmontées. Par contre dans la région Méditerranée/Europe l'accès au sol a été aboli radicalement avec l'adoption du principe de la propriété privée du sol agraire, devenu droit fondamental et absolu avec la mise en place de la modernité capitaliste dans sa forme européenne.

Le capitalisme historique qui en a été le produit a procédé de ce fait à l'expulsion massive de la majorité des ruraux et à leur exclusion, pour une grande partie d'entre eux, de la construction nouvelle. Ce capitalisme historique impliquait une émigration massive, que la conquête des Amériques permettait, et sans laquelle le succès de son déploiement aurait été impossible. Le capitalisme historique est devenu un capitalisme/impérialisme militaire et conquérant, d'une violence sans précédent.

La voie amorcée par le développement capitaliste en Chine (avant la soumission de la Chine à l'impérialisme conquérant dans la seconde moitié du XIXe siècle) était différente. Elle reposait sur l'affirmation et non l'abolition de l'accès au sol de l'ensemble de la paysannerie et partant sur des options d'intensification de la production agricole et de la dispersion des manufactures industrielles dans les régions rurales. Ces options ont donné à la Chine une avance marquée sur l'Europe dans tous les domaines de la production qui n'a été perdue que tardivement, après que la révolution industrielle ait procédé avec succès au façonnement de l'Europe moderne.

### **4. L'accumulation par dépossession dans le capitalisme historique**

La vulgate idéologique de l'économie conventionnelle et de la « pensée » culturelle et sociale qui l'accompagne prétend que l'accumulation est financée par l'épargne – vertueuse – des « riches » (les propriétaires opulents), comme des nations. L'histoire ne conforte pas cette invention des puritains anglo-américains. Elle est, au contraire, celle d'une accumulation largement financée par la dépossession des uns (la majorité) au profit des autres (une minorité). Marx a analysé avec rigueur ces processus qu'il a qualifié d'accumulation primitive, dont la dépossession des paysans anglais (les « enclosures »), celle des paysans irlandais (au profit de landlords anglais conquérants), celle de la colonisation américaine constituent les témoignages éloquentes. En réalité cette accumulation primitive ne se situe pas exclusivement aux origines lointaines et dépassées du capitalisme. Celle-ci se poursuit encore aujourd'hui.

Une mesure de l'importance de l'accumulation par dépossession – expression que je préfère à celle d'accumulation primitive – est possible. Cette mesure, que je proposerai ici, part des conséquences de cette dépossession – appréciées en termes démographiques et dans ceux de la valeur apparente du produit social qui l'accompagne.

La population de la Planète est multipliée par trois entre 1500 (de 450 à 550 millions d'êtres humains) et 1900 (1600 millions), puis par 3,75 au cours du XXe siècle (aujourd'hui plus de 6.000 millions). Mais la proportion des Européens (d'Europe et des territoires conquis en Amérique, Afrique du Sud, Australie et Nouvelle Zélande) passe de 18 % (ou moins) en 1500 à 37 % en 1900, pour redescendre graduellement au XXe siècle. Les quatre premiers siècles (1500-1900) correspondent à la conquête du

monde par les Européens, le XXe siècle – qui se poursuit au XXIe siècle – à « l'éveil du Sud », la Renaissance des peuples conquis.

La conquête du monde par les Européens constitue une gigantesque dépossession des Indiens d'Amérique, qui perdent leurs terres et leurs ressources naturelles au profit des colons. Les Indiens ont été exterminés en presque totalité (le génocide des Indiens d'Amérique du Nord) ou réduits par les effets de cette dépossession et de leur surexploitation par les conquérants espagnols et portugais au dixième de ce qu'ils étaient. La traite négrière qui prend la relève exerce sur une bonne partie de l'Afrique une ponction qui retarde d'un demi millénaire le progrès du continent. Des phénomènes analogues sont visibles en Afrique du Sud, au Zimbabwe, au Kenya, en Algérie et plus encore en Australie et en Nouvelle Zélande. Ce procès d'accumulation par dépossession caractérise l'Etat d'Israël – une colonisation en cours. Non moins visibles sont les conséquences de l'exploitation coloniale des paysannes soumise de l'Inde anglaise, des Indes néerlandaises, des Philippines, de l'Afrique : les famines (celle célèbre du Bengale, celles de l'Afrique contemporaine) en constituent la manifestation. La méthode avait été inaugurée par les Anglais en Irlande dont la population, jadis égale à celle de l'Angleterre n'en représente plus encore aujourd'hui que le dixième, ponctionnée par la famine organisée dont Marx a fait le procès.

La dépossession n'a pas frappé seulement les populations paysannes – la grande majorité des peuples d'autrefois. Elle a détruit les capacités de production industrielle (artisanats et manufactures) de régions naguère et longtemps plus prospères que l'Europe elle-même : la Chine et l'Inde entre autre (les développements de Bagchi, dans son dernier ouvrage *Perilous passage* (2007), sont sur ce sujet indiscutables).

Il importe ici de bien comprendre que ces destructions n'ont pas été produites par les « lois du marché », l'industrie européenne – prétendue plus « efficace » - ayant pris la place de productions non compétitives. Ce discours idéologique passe sous silence les violences politiques et militaires mises en œuvre pour obtenir ce résultat. Ce ne sont pas les « canons » de l'industrie anglaise, mais ceux des canonnières tout court, qui ont eu raison de la supériorité – et non infériorité – des industries chinoises et indiennes. L'industrialisation, interdite par les administrations coloniales, a fait le reste et « développé le sous développement » de l'Asie et de l'Afrique aux XIXe et XXe siècles. Les atrocités coloniales, l'extrême surexploitation des travailleurs ont été les moyens et les produits naturels de l'accumulation par dépossession.

De 1500 à 1800, la production matérielle des centres européens progresse à un taux qui dépasse de peu sans doute celui de leur démographie (mais celle-ci est forte en termes relatifs pour l'époque). Ces rythmes s'accroissent au XIXe siècle, avec l'approfondissement – et non l'atténuation – de l'exploitation des peuples d'outre mer, raison pour laquelle je parle d'accumulation permanente par dépossession et non d'accumulation « primitive » (« première », « antérieure »). Cela n'exclut pas qu'aux XIXe et XXe siècles la contribution de l'accumulation financée par le progrès technologique – les révolutions industrielles successives – prend désormais une importance qu'elle n'avait jamais eu au cours des trois siècles mercantilistes qui précèdent. Finalement donc, de 1500 à 1900, la production apparente des centres nouveaux du système mondial capitaliste/impérialiste (l'Europe occidentale et centrale, les Etats Unis et – tard venu – le Japon) est multiplié par 7 à 7,5, faisant contraste avec celle des périphéries qui n'est guère que doublée. L'écart se creuse comme jamais il n'avait été possible dans toute l'histoire antérieure de l'humanité. Au cours du XXe siècle il s'approfondit encore, portant le revenu par tête apparent en 2000 à un niveau de 15 à 20 fois supérieur à celui des périphéries dans leur ensemble.

L'accumulation par dépossession des siècles du mercantilisme a largement financé le déploiement du luxe des trains de vie des classes dirigeantes de l'époque (« l'Ancien Régime »), sans avoir bénéficié aux classes populaires, dont les niveaux de vie se dégradent souvent – elles sont elles-mêmes victimes de l'accumulation par dépossession de fractions importantes des paysannes. Mais elle a surtout financé un extraordinaire renforcement des pouvoirs de l'Etat modernisé, de son administration et de sa puissance militaire. Les guerres de la Révolution et de l'Empire, qui font la jonction entre l'époque

mercantiliste précédente et celle de l'industrialisation ultérieure, en témoignent. Cette accumulation est donc à l'origine des deux transformations majeures qui feront le XIXe siècle : la première révolution industrielle, la conquête coloniale facile.

Les classes populaires ne bénéficient pas de la prospérité coloniale des premiers temps, jusque tard dans le XIXe siècle, comme en témoigne le tableau désolant de la misère ouvrière en Angleterre, décrite par Engels. Mais ils ont l'échappatoire de l'émigration en masse, qui s'accélère au XIXe et XXe siècles. Au point que la population d'origine européenne soit devenue supérieure à celle des régions d'origine de leur émigration. Imagine-t-on aujourd'hui deux ou trois milliards d'Asiatiques et d'Africains disposant de tels avantages ?

Le XIXe siècle a représenté l'apogée de ce système de la mondialisation capitaliste/impérialiste. Au point que, désormais, expansion du capitalisme et « occidentalisation » au sens brutal du terme rendent impossible la distinction entre la dimension économique de la conquête et sa dimension culturelle, l'eurocentrisme.

Les formes diverses du colonialisme externe et du colonialisme interne, auxquelles je renvoie ici (*Du capitalisme à la civilisation*, pages 145 et suivantes), ont constitué le cadre de l'accumulation par dépossession et donné consistance à la rente impérialiste, dont les effets ont été décisifs dans le façonnement des sociétés opulentes du centre impérialiste contemporain.

## **5. L'itinéraire de la Chine : un long fleuve tranquille ?**

Les réflexions précédentes ont été centrées sur la région Moyen Orient/Méditerranée/Europe. Cette région a été le théâtre de la formation des premières civilisations (tributaires) – l'Égypte et la Mésopotamie – et tardivement de sa périphérie marchande/esclavagiste grecque, puis, à partir de la période hellénistique, de tentatives successives de construction d'Empires tributaires (les Empires Romain, Byzantin, Califal, Ottoman). Ceux-ci ne sont jamais parvenus à se stabiliser véritablement et ont été le théâtre de longs déclin chaotiques. Ces conditions ont été, peut être de ce fait, plus favorables à l'émergence précoce du capitalisme dans sa forme historique, prélude à la conquête du monde par l'Europe.

L'itinéraire de la Chine a été remarquablement différent. La Chine s'est constituée presque d'emblée en un Empire tributaire dont la stabilité a été exceptionnelle, en dépit des moments où celle-ci s'est trouvée menacée d'éclatement, néanmoins toujours finalement surmonté.

### **Écriture phonétique, écriture conceptuelle**

Les raisons du succès de la construction de la centralisation tributaire à l'échelle du monde chinois sont certainement diverses. Des auteurs chinois peu connus hors de chez eux (comme Wen Tiejun) ont proposé à cet effet des hypothèses diverses en relation avec les données de la géographie et de l'écologie de leur région et placé l'accent sur l'invention précoce d'une agriculture intensive associée à une densité de population devenant progressivement considérablement plus forte que celle du monde Méditerranée/Europe. L'objet de cette présentation n'est pas d'ouvrir le débat sur ces questions difficiles et peu étudiées jusqu'à présent, du fait de l'eurocentrisme dominant. Pour ma part j'insisterais volontiers sur les effets très différents à long terme de l'adoption de l'écriture conceptuelle par la Chine.

L'écriture phonétique (alphabétique ou syllabique), inventée au Moyen Orient est devenue progressivement celle de toutes les langues de la région Méditerranée/Europe et du sous

continent indien. Leur lecture n'est compréhensible que par ceux qui connaissent le sens des mots prononcés dans la langue écrite, et exige pour les autres une traduction. L'expansion de ce mode d'écriture a renforcé la distinction des langues et partant les formes d'identité fondées sur celles-ci. Elle a constitué un obstacle à l'expansion de pouvoirs politiques régionaux et donc à la centralisation tributaire. Avec la modernité capitaliste elle a fondé la mythologie de l'Etat-nation homogène linguistiquement. Elle persiste – renforcée même – dans l'Europe contemporaine et constitue de ce fait un obstacle à son unification politique. L'obstacle ne peut être surmonté – partiellement – que par l'adoption d'une langue commune, étrangère pour beaucoup, que ce soit les langues d'Empires héritées par les Etats modernes (le français, l'anglais et le portugais en Afrique, l'anglais en Inde, et, jusqu'à un certain point pour les Indiens d'Amérique latine, l'espagnol et le portugais), ou le « business-English » devenant la langue de l'Europe contemporaine.

La Chine a inventé une autre façon d'écrire, conceptuelle et non phonétique. Le même caractère désigne un objet (une porte) ou une idée (l'amitié) et peut être lu en le prononçant différemment : porte, door ou bab, ou encore amitié, friendship, sadaka par des lecteurs respectivement français, anglais ou arabe. Cette forme d'écriture a constitué un facteur puissant favorisant l'expansion d'un pouvoir impérial à l'échelle continentale du monde chinois. Un monde dont la population est comparable à celle de toutes les Amériques de l'Alaska à la Terre de feu et de l'Europe du Portugal à Vladivostok. Le mode conceptuel de l'écriture chinoise tolérait sans problème la lecture phonétique dans les langues diverses du sous continent. Et ce n'est que tout à fait récemment que, par le moyen de l'éducation généralisée, le mandarin de Pékin est en voie de devenir la langue (phonétique) de l'ensemble du monde chinois.

### **La Chine en avance de cinq siècles sur l'Europe**

L'image de l'itinéraire de la Chine présenté comme celui du cours d'un "long fleuve tranquille" est certainement forcée.

La Chine ancienne jusqu'à l'introduction du bouddhisme aux premiers siècles de l'ère chrétienne était constituée de formations tributaires multiples organisées dans des principautés et des royaumes en conflit fréquent. La tendance était néanmoins déjà à leur unification dans un seul empire qui trouve son expression précoce dans les écrits de Confucius, cinq siècles avant J.C., à l'époque tourmentée des Royaumes Combattants.

Le monde chinois adopte ensuite une religion de salut individuel, le Bouddhisme, quand bien même ait été mûri de Taoïsme, à l'instar de l'Europe chrétienne. Les deux sociétés, celle de l'Europe féodale et chrétienne et celle de la Chine impériale et bouddhiste, présentent des similitudes frappantes. Mais également deux différences majeures : (i) la Chine est un Empire politique unifié qui connaît avec les Tang une apogée remarquable, tandis que l'Europe féodale n'y est jamais parvenue, (ii) la tendance à la reconstitution du droit d'accès au sol chaque fois que celui-ci subit des dégradations importantes fait contraste en Chine avec l'émiettement durable de la propriété féodale européenne.

La Chine se libère de la religion, en l'occurrence le Bouddhisme, dès l'époque des Song et définitivement avec les Ming. Elle entre alors dans la modernité qu'elle inaugure cinq siècles avant la Renaissance européenne. L'analogie entre la Renaissance chinoise et celle ultérieure de l'Europe est frappante. Les Chinois "retournent à leurs sources", le confucianisme, dans une réinterprétation libre, rationnelle et a religieuse, analogue à celle de la Renaissance

européenne qui s'invente un ancêtre gréco romain pour rompre avec ce que les Lumières qualifieront d'obscurantisme religieux du Moyen Age.

Toutes les conditions étaient alors réunies pour permettre au monde chinois moderne d'accomplir des progrès remarquables dans tous les domaines : l'organisation de l'Etat, les connaissances scientifiques, les techniques de production agricole et manufacturières, la pensée rationnelle. La Chine invente la laïcité cinq siècles avant son amorce en Europe. La Chine moderne avance l'idée que l'Homme fait son histoire, cette idée qui définit l'apport central ultérieur des Lumières. L'impact de ces progrès a été renforcé par la correction régulière des dérives dangereuses en direction de l'appropriation privative du sol.

La stabilité du mode d'organisation économique et politique de la Chine a constitué la base d'un modèle de développement des forces productives fondé sur l'intensification continue de la production agricole, opposant un contraste saisissant avec le modèle du capitalisme historique européen fondé sur l'appropriation privative du sol agraire, l'expulsion des ruraux, l'émigration massive et la conquête du monde qui lui a été associée. Le modèle de ce capitalisme européen a été celui d'une accumulation par dépossession, non pas seulement primitive, mais permanente (l'autre face de la polarisation inhérente à la mondialisation capitaliste). La Chine s'engageait sur des rails qui auraient pu conduire à un capitalisme d'une forme différente, fermé sur lui-même et non conquérant. L'expansion prodigieuse des relations marchande associées à la ponction tributaire et non séparées de celle-ci témoignait de cette possibilité (Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing*, 2007). Mais l'association en question donnait à ce processus de l'évolution un caractère relativement lent par comparaison à celui de l'Europe de la transition au capitalisme achevé.

La Chine a conservé de ce fait son avance – en termes de productivité moyenne du travail social – sur l'Europe jusqu'à la révolution industrielle du XIXe siècle.

L'Europe des Lumières reconnaissait cette avance de la Chine qu'elle se donnait en modèle (Etiemble, *L'Europe chinoise*). Néanmoins ni l'Europe des Lumières de la transition mercantiliste, ni plus tard l'Europe du capitalisme achevé du XIX ième siècle ne sont parvenues à dépasser l'émiettement des royaumes d'Ancien Régime puis des Etats nations modernes pour se constituer en un pouvoir unifié capable de maîtriser la centralisation du surplus tributaire puis capitaliste à l'instar de la Chine.

De leur côté les observateurs chinois ont bien vu l'avantage de leur voie de développement historique. Un voyageur chinois, visitant l'Europe aux lendemains de la guerre franco prussienne de 1870, comparait l'état du continent à celui des Royaumes Combattants, cinq siècles avant J.C.!

Le déclin de la Chine, causé par la conjonction de l'épuisement du modèle de progression de l'intensification/marchandisation de la production agricole et rurale d'une part et de l'agression militaire européenne d'autre part, a été relativement court et n'a pas entraîné la dislocation de cet Etat continental, même si cette menace s'est manifestée au cours de ce déclin. Des caractéristiques essentielles de la révolution chinoise et de la voie empruntée après sa victoire dans les moments successifs maoïste et post maoïste sont à replacer dans cette perspective de longue durée exceptionnelle.

## **6. Le capitalisme, une parenthèse dans l'histoire**

La pensée bourgeoisie - dominante – substitue à la réalité historique du capitalisme une construction imaginaire déduite du principe prétendu éternel du comportement rationnel et égoïste de l'individu. La société « rationnelle » - produite par la compétition commandée par ce principe – est alors conçue comme parvenue à la « fin de l'histoire ». L'économie conventionnelle - qui constitue l'axe fondamental de cette pensée – substitue alors le « marché » généralisé » à la réalité du capitalisme (et du « marché capitaliste »).

La pensée marxiste s'est construite à partir d'une toute autre vision, celle de la transformation permanente des structures fondamentales des sociétés, toujours historiques. Dans ce cadre – celui du matérialisme historique – le capitalisme est historique, a un commencement et connaîtra une fin. Ce principe admis, la nature de ce capitalisme historique en question doit demeurer l'objet d'une réflexion permanente, ce qui n'est pas toujours le cas dans les rangs des « marxismes historiques » (le marxisme tel qu'il a été interprété par ceux qui s'en sont revendiqués). Sans doute peut-on accepter l'idée très générale que le capitalisme constitue un stade « nécessaire », préparant les conditions du socialisme – un stade plus avancé de la civilisation humaine. Mais cette idée, trop générale, est insuffisante précisément parce qu'elle réduit le « capitalisme – stade-nécessaire » au capitalisme historique réellement existant.

J'ai résumé mes réflexions sur cette question dans les points suivants :

- (i) L'accumulation par dépossession est permanente dans l'histoire du capitalisme historique.
- (ii) Le capitalisme historique est de ce fait impérialiste par nature à toutes les étapes de son développement, dans le sens précis qu'il est polarisant par l'effet inhérent au déploiement des lois qui le régissent.
- (iii) De ce fait ce capitalisme ne peut devenir une étape « incontournable » pour les peuples des périphéries du système du capitalisme historique, nécessaire pour créer ici comme ailleurs (dans les centres du système) les conditions de son dépassement « socialiste ». « Développement et sous développement » constituent les deux faces indissociables du capitalisme historique.
- (iv) Ce capitalisme historique est lui même indissociable de la conquête du monde par les Européens ; il est indissociable de l'idéologie eurocentrique, une forme par définition non universelle de la civilisation.
- (v) D'autres formes de réponse à l'exigence d'une « accumulation accélérée » (par comparaison aux rythmes de l'accumulation des époques anciennes de la civilisation), prémisses nécessaires au socialisme de l'avenir, auraient été « possibles ». On peut en discuter. Mais ces formes, peut être embryonnairement visibles ailleurs que dans l'Europe de la transition au capitalisme (en Chine entre autre), n'ont pas eu la possibilité de se déployer, étouffées par la conquête européenne.
- (vi) Il n'y a donc pas d'alternative pour la civilisation humaine autre que l'option de son engagement sur les rails de la construction socialiste, celle-ci étant à son tour fondée dans les conceptions stratégiques qui doivent en commander le développement par les résultats objectifs produits par l'expansion mondialisée polarisante du capitalisme / impérialisme « occidental ».

La voie de développement du capitalisme historique est fondée sur l'appropriation privée du sol agraire, la soumission de la production agricole aux impératifs du « marché », et, à partir de là, l'expulsion progressive et accélérée de la population paysanne au bénéfice d'un petit nombre d'agriculteurs capitalistes, qui ne sont plus des paysans, et finissent par ne représenter plus qu'un pourcentage insignifiant de la population (de 5 à 10%), mais capable de produire suffisamment pour nourrir (bien) l'ensemble des peuples des pays concernés, et même exporter des surplus de production importants. Cette voie, initiée par l'Angleterre au XVIIIe siècle (avec les « enclosures »), progressivement étendue à l'ensemble de l'Europe au XIXe siècle, définit l'essence de la voie historique du développement capitaliste.

Cette voie capitaliste n'a été possible que parce que les Européens ont disposé de la gigantesque soupape de sécurité que représentait l'immigration vers les Amériques, dont on a vu l'ampleur plus haut. Or celle-ci n'existe tout simplement pas pour les peuples des périphéries d'aujourd'hui. De surcroît l'industrialisation moderne ne pourrait absorber qu'une faible minorité des populations rurales concernées, parce que, en comparaison avec les industries du XIXe siècle, celles d'aujourd'hui

intègrent des progrès technologiques – condition de leur efficacité – qui économisent la main d’œuvre qu’elles emploient. La voie capitaliste ne peut produire ici que « la planète des bidonvilles » (visible dans le tiers monde capitaliste contemporain), produire et reproduire indéfiniment du travail à bon marché. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle cette voie est politiquement infaisable. En Europe, en Amérique du Nord et au Japon la voie capitaliste – associée au débouché de l’émigration et à la rente impérialiste – a bien créé – tardivement – les conditions d’un compromis social capital-travail (particulièrement visible dans l’après seconde guerre mondiale avec le Welfare State, mais dont des formes moins explicites existaient déjà depuis la fin du XIXe siècle). Les conditions d’un compromis de ce modèle n’existent pas dans les périphéries d’aujourd’hui. La voie capitaliste en Chine ou au Vietnam par exemple, ne peut pas fonder une alliance populaire large solide, intégrant la classe ouvrière et l’ensemble de la paysannerie. Elle ne peut trouver sa base sociale que dans les nouvelles classes moyennes devenant les bénéficiaires exclusives de ce développement. La voie « sociale-démocrate » est donc interdite ici. L’alternative incontournable est celle d’un modèle de développement « paysan ».

La dimension destructive du capitalisme, au moins pour les peuples des périphéries, interdit de penser que ce système puisse être durable et puisse être « imité » par ceux qui paraissent en « retard ». Sa place dans l’histoire de l’humanité est celle d’une parenthèse qui prépare les conditions de son dépassement, à défaut duquel le capitalisme ne peut conduire qu’à la barbarie, la fin de toute civilisation humaine.

Le parcours du capitalisme réellement existant est composé d’une période longue de maturation, s’étendant sur plusieurs siècles, conduisant à un moment d’apogée court (le XIXe siècle), suivi d’un long déclin probable, amorcé au XXe siècle, qui pourrait devenir une longue transition au socialisme mondialisé.

Le moment de l’apogée du système est bref : à peine un siècle sépare les révolutions industrielle et française de celle de 1917. C’est le siècle à la fois de l’accomplissement de ces deux révolutions qui s’emparent de l’Europe et de son enfant nord américain, de la remise en question de celles-ci (de la Commune de Paris – 1871 – à la révolution de 1917), et de l’achèvement de la conquête du monde, qui semble accepter son sort.

Ce capitalisme historique peut-il poursuivre son déploiement en permettant aux périphéries de son système de « rattraper leur retard » pour devenir des sociétés capitalistes pleinement « développées » à l’image de ce que sont celles de ses centres dominants ? Si cela était possible, si les lois du système le permettaient, alors le « rattrapage » par et dans le capitalisme s’imposerait comme une force objective incontournable, un préalable nécessaire au socialisme ultérieur. Mais voilà, cette vision, si banale et dominante puisse-t-elle être, est simplement fautive. Le capitalisme historique est – et continuera à être – polarisant par nature, rendant le « rattrapage » impossible.

Le capitalisme historique, polarisant par nature, doit être dépassé, et il ne peut l’être qu’à la conditions que les sociétés de ses périphéries (la grande majorité de l’humanité) mettent en œuvre des stratégies systématiques de déconnexion du système global et de leur reconstruction sur des bases autocentrées, créant ainsi les conditions d’une mondialisation alternative, engagée sur la longue route au socialisme mondial. Je ne reprendrai pas ici cette analyse que le lecteur pourra trouver dans *Au-delà du capitalisme sénile* ( Annexe IV, pages 177-184).

La poursuite d’une voie capitaliste de développement constitue donc, pour les peuples des périphéries, une impasse tragique. Car le capitalisme « développé » des uns – les centres dominants minoritaires (20% de sa population de la planète) – implique le capitalisme « sous-développé » des autres – 80% de la population mondiale. L’impasse se manifeste alors dans toutes les dimensions de la vie sociale, économique et politique. Elle se manifeste avec une évidence éclatante à propos de la question agraire.